

Levée de l'état d'urgence à Tahiti

# Les « mauvais garçons » de Papeete

Alors que l'état d'urgence a été levé à Tahiti, le jeudi 5 novembre à 18 heures, plus de soixante Polynésiens restent détenus pour avoir participé aux incendies et aux pillages du 23 octobre à Papeete. Près de quarante d'entre eux devaient connaître leur sort le vendredi 6 novembre dans la soirée, au terme de leur procès.

**PAPEETE**  
de notre envoyé spécial

Ils ont le « look » de Schwarzenegger et des Barbarians : gros biceps, pectoraux saillants, des tatouages griffant leur peau ; le défi et la nonchalance travaillent leur regard, sous la longue visière de leur casquette de base-ball. Simplement, ils sont voûtés, comme las, gênés aux poignets par les menottes et la laisse qui les relie à des gendarmes en short beige... Tous les jours, ils arrivent par fourrées de trois ou quatre au palais de justice, juste une halte avant d'échouer dans la prison suroccupée de Nuutania, pour « payer » leurs vols durant cette folle soirée d'émeute à Papeete.

Ils ont entre seize et trente ans. C'est l'avant-garde triste d'une jeunesse parfois en pleine implosion. Une avant-garde frustrée de ne pouvoir s'offrir les gadgets de la société occidentale, proposés au prix fort dans les magasins de Tahiti. N'allez pas leur expliquer que la Polynésie française possède les meilleurs hôpitaux et les meilleures écoles d'une bonne partie du Pacifique sud, n'allez pas leur dire que leur niveau de vie est largement supérieur à celui des micro-Etats qui les entourent, ils ne vous écouteront pas.

Ce sont les « mauvais garçons » de Papeete ; ceux qui rentrent le soir vers les faubourgs et louchent sur les villas des « riches » ; ceux qui ont traversé le système scolaire jusqu'à quatorze ans, sans en conserver un souvenir précis ; ceux qui savent qu'ils ne travailleront pas, faute de goût, faute d'emplois. Ce n'est pas tout à fait une minorité. Risquent quelques

chiffres : la moitié des cent quatre-vingt-cinq mille Tahitiens ont moins de vingt ans et trois jeunes sur quatre en âge de travailler ne trouvent pas ou ne cherchent pas d'emploi.

Quittons les statistiques pour l'évidence : sur une île où l'on commence à se marcher sur les pieds, tant l'espace habitable est rare, et où l'on invite parfois verbalement les « étrangers » de métropole à rentrer chez eux, plusieurs milliers de jeunes éprouvent fermement le ras-le-bol, version tahitienne, le *fiu*. Les responsables politiques sont largement dépassés. Jean Juventin, maire de Papeete, président d'un parti politique répondant au doux nom de Here Aia (groupe aimant son pays pour le bien du peuple) est le seul à innover en expédiant tous les soirs le maximum de mômes jouer dans les stades. Pour le reste, c'est la Berezina. Le gouvernement du territoire — dix ministres — songe gravement à interdire la vente de boissons alcoolisées aux mineurs de moins de seize ans. Le ministre de la jeunesse et du logement, M. Michel Buillard, s'interroge : « Comment voulez-vous qu'un gouvernement combatte l'ennui ? »

Le traditionnel « temps des plaisirs » (*tau rea rea*), accordé aux jeunes de seize à vingt-cinq ans, s'est affadi en un sous-produit urbain. A l'ombre des cocotiers, des bandes consomment mécaniquement de la bière par caisses entières et font tourner des joints de *paka lolo* (cannabis). Ces jeunes-là se sont baptisés *hambos*.

## Plutôt Hawaï que la France

Ils prennent leur vague à l'âme en bandoulière, rackettent ceux qui s'égareront sur leur territoire, font le coup de poing à l'occasion... L'un d'eux nous confie, pêle-mêle, sa croyance en Dieu, son attachement à l'Eglise évangéliste et son désir de voir la Polynésie française devenir indépendante sur-le-champ. Un tatouage — une croix gammée — orne son bras. Un tatouage pour rire...

« Beaucoup de hambos font référence à des mythes de la gué-

rilla urbaine, précise Jean-Marc Panbrun, chercheur à Papeete. Dans les discours, dans la tête des hambos, il y a la haine des flics et des riches. » Mais il y a aussi la fascination pour la vidéo et la hi-fi, la soif de consommation, en contradiction majeure avec le désir latent d'indépendance.

Les soixante-huitards locaux, qui ont bataillé pour imposer avec succès l'apprentissage obligatoire du tahitien à l'école, les écolos des années 70, qui ont fait du retour sur les atolls une religion candide, regardent d'un air navré leurs cadets, hypnotisés par le rêve hawaïen.

Le choix culturel est net, brutal : « Si on nous donne à choisir entre Hawaï et la France, c'est Hawaï », déclarent en chœur une quinzaine de lycéens en terminale. Les jeunes, tous les jeunes à Papeete, ont des fringales de wind-surf, de skate-board, de bi-cross, de voiture 4 X 4, au désespoir des chantages nostalgiques de la famille élargie à la tahitienne, vivant de pêche et de cueillette.

Une « mama », logée dans un 1 quartier insalubre, raconte les exigences de sa marmaille, qui refuse résolument le *taro* traditionnel au petit déjeuner, pour exiger des toasts. Et que dire de ses voisins, dont le retour sur un atoll fut, sans jeu de mots, un naufrage ? Après neuf mois de vie spartiate, ils revinrent, leur magnétoscope sous le bras, poussés par leurs enfants, ne supportant plus le tête-à-tête entêtant avec l'Océan.

« Cette génération est foutue », maugrée un intellectuel de l'île. Admettons. Mais voilà longtemps tout de même que la civilisation polynésienne s'est évaporée à Papeete, au gré de l'urbanisation de l'agglomération. Comment soutenir alors que les jeunes soient devenus les enfants de Coca-Cola ? Avec parfois des violences surprenantes. Et comment douter de leur perplexité, il y a quelques jours, lorsqu'ils ont appris que le gouvernement voisin de l'île Fidji venait de publier un décret interdisant toute pratique sportive et tout loisir le dimanche, jour de repos dominical ?

LAURENT GREILSAMER.

*paru dans le Drapeau le nov. 87.*